

RESUME EXECUTIF

À quoi sert l'Évaluation à mi-parcours?

L'évaluation à mi-parcours du Programme Opérationnel Intégré 2000-2006 de la Région de Murcie (EMP) réalisé pendant l'année 2003 fut centré sur l'analyse de la validité de l'évaluation précédente, sur l'analyse de la cohérence entre la diagnose précédente et les actuaciones planifiées, sur l'évaluation du système de suivi continu du programme, et sur la présentation de recommandations pour améliorer l'efficacité et l'efficience du programme.

La diagnose précédente de la situation établit que la Région de Murcie se trouvait dans une zone géographique de grande projection, l'arche Méditerranéen, où La Murcie pouvait tirer profit de cette situation pour consolider le démarrage qui déjà commençait à se manifester. C'est à cause de cette raison qu'une plus grande exploitation des qualités endogènes du secteur primaire de la région, combiné avec une industrie spécialisée dans un type d'activités de moyenne demande et un secteur services toujours montant, était d'une importance de premier ordre.

L'EMP (Évaluation à mi-parcours) établit la validité de la diagnose et sa vigueur pendant l'année 2003, la pertinence de la stratégie de développement, et la cohérence de l'articulation interne du programme avec un élevé degré de synergies entre ses actuaciones. Le POI de La Murcie développe huit des neuf axes prioritaires établis dans le cadre communautaire d'appui (tous sauf l'axe 8 de structures de pêche).

Également l'EMP, détermina que le système de suivi était approprié et fiable pour la majorité des tâches d'évaluation avec certaines exceptions relatives au type d'indicateurs physiques sélectionnées qui gêne la valorisation de la portée des actuaciones

Finalement, il faut souligner que l'EMP avait analysé en profondeur les avancements dans l'exécution financière et physique des axes et mesures trois ans après l'exécution. Cette analyse souligna que le bon cours du programme était conditionné par les problèmes d'exécution de l'Administration Générale de l'État dans les mesures en relation avec le cycle de l'eau (axe 3) et la mesure de chemins de fer.

Qu'est ce que c'est l'Actualisation de l'Évaluation à mi-parcours?

La Commission Européenne, dans son Document de Travail n° 9 «The Update of the Mid Term Evaluation of Structural Fund Interventions», a déterminé les grandes lignes générales à suivre pour l'actualisation des différentes formes d'intervention des Fonds Structurels.

Cependant, l'actualisation est un analyse basé sur le travail réalisée préalablement dans l'EMP mais trouve son plus grand valeur ajoutée dans les questions qui concernent le degré d'exécution et l'accomplissement des objectifs, l'analyse de la probabilité d'atteindre les objectifs postulés et une série de recommandations pour la prochaine période de programmation. En plus, et comme phase précédente, on présente comme nécessaire l'analyse de l'application que les gestionnaires du programme on fait des recommandations nées du processus de l'EMP.

A- t'on mis en marche les recommandations de l'Évaluation à mi-parcours?

La réalisation de l'EMP créa un total de trente sept recommandations (voir annexe 2). Ces recommandations furent divisées en : onze de nature opérative et vingt-six de nature stratégique et financière. En lignes générales, ils ont été estimés très positivement, d'autant pour son contenu comme pour son applicabilité.

Sa diffusion initiale a commencé à partir des différents Comités de Suivi réalisés, comme à partir de l'envoi physique de copies et la présence du document dans la web. Il y a existé, néanmoins, une connaissance moins importante de la prévue à cause de la rotation des responsables de certaines actuaciones. Cependant, comme conclusion, il faut signaler qu'il existait une connaissance générale des changements nécessaires qui avaient été postulés dans l'antérieure évaluation.

D'autre part, l'évaluation réalisée sur son contenu a été positive car, pour la plupart de cas, les membres du Comité de Suivi tant comme le reste de gestionnaires ont considéré que les recommandations peuvent être parfaitement acceptées. Malgré cela, les recommandations qui font référence au FSE furent prises en charge comme réflexions générales plus que strictement comme recommandations, même si beaucoup de gestionnaires prirent en considération ces recommandations et mirent en marche de mécanismes pour sa réalisation

Les dites recommandations soulignaient les mesures les plus inclinées à améliorer la capacité d'absorption du POI de La Murcie à cause de, tel comme il fut référé auparavant, la cohérence du programme avec sa diagnose et objectifs.

Il y avait, cependant, un groupe de recommandations qui cherchaient trouver la meilleure capacité d'absorption au travers de mesures non financières, tel comme sont la création de «réunions techniques» en relation avec la construction d'infrastructures de transport et environnementales, car les dites actuaciones manifestaient déjà de problèmes d'exécution.

Suivant cette ligne d'actuación conforme avec la gestion du programme, des nouveaux organismes d'exécution ont été créés, d'autant qu'on a amélioré et complété l'accès aux Fonds 2000 du côté de l'Administration Régionale, et avancé, insuffisamment peut-être, dans la dotation de personnel.

La reprogrammation et l'assignation de la réserve d'efficacité, la création de nouvelles mesures et le transfert des Fonds d'une mesure à l'autre, ont aussi suivi la logique marquée par les recommandations de l'EMP. Bien qu'il est toujours tôt pour évaluer ses effets, ces mouvements financiers on supposé un renforcement des infrastructures de transport terrestre et maritime.

En plus, les mesures en relation avec la promotion de la société de la connaissance ont reçu un impulse notable, quoique comme il peut être constaté plus tard dans ce texte, la région continue a avoir un retard important dans cette matière. Il y a été renforcé aussi, le financement de quelques actuaciones concrètes dans le contexte des ressources humaines, surtout dans le cadre des systèmes globaux d'éducation.

Dans le cadre des priorités horizontales d'environnement et égalité de chances, quoique il y a eu un avancement grâce à la réalisation d'actuaciones concrètes sur les ressources naturelles et les groupes défavorisés, il n'y a pas eu une correction sur sa pauvre intégration dans la programmation. Pourtant, ces corrections sont difficiles à implémenter à mi-chemin de la

présente période de programmation et devra être implémentée dans la période de programmation 2007-2013.

La situation finale après les reprogrammations, peut être définie comme pareille à l'antérieure. Il y a eu un changement dans la chronologie au moment d'affronter les actuaciones nécessaires, en retardant la ligne ferroviaire d'haute vitesse pour favoriser des actuaciones de sécurité dans les structures déjà existantes et le transport maritime.

Actuellement le POI développe des actuaciones dans 54 mesures, six plus qu'au début, dix des quelles continuent à correspondre à celles que la Subvention Globale développe. Les dépenses éligibles prévues dans le dernier POI approuvé atteignent les 1.917.834.426 euros, étant un 52% assignées aux cinq mesures les plus importantes (3.1, 6.3, 6.1, 5.9 y 3.2).

Concernant la programmation value dans l'évaluation mi-parcours, le montant du Programme fut augmenté en 199.040.034 euros, tant pour l'assignation de la réserve d'efficacité (50.132.218 euros) comme pour le moins important taux de cofinancement de certains projets de grandes dimensions.

Les actuaciones cofinancés par les Fonds FEDER ont augmenté légèrement plus que les actions cofinancées par les autres Fonds. Dans ce sens là, il est important de souligner le transfert des Fonds de la nouvelle réserve d'efficacité FSE à la construction d'infrastructures dédiées à promouvoir l'égalité des chances entre hommes et femmes.

En relation avec la programmation pour l'administration qui gère le programme, la typologie des projets réalisés par chaque une d'entre elles n'a pas changé après les reprogrammations réalisées. Il y a eu une augmentation importante de la participation régionale en projets de caractère environnementale et en relation avec l'amélioration du cycle de l'eau (axe 3), et en projets de développement rural et urbain (axe 5). La AGE, de son côté, a augmentée sa contribution à des projets de amélioration des réseaux de transport (axe 6), quoique la réduction du montant d'aide gérés donne comme résultat un total de Fonds gérés similaire.

Dans ce sens là, il faut critiquer le nécessaire augmentation du nombre et des dimensions des actuaciones que la AGE doit réaliser jusqu'à la fin du programme pour pouvoir compléter la programmation initialement prévue. Pour les années 2005-2006, l'AGE a programmé presque un 38% des dépenses applicables au POI de La Murcie qui s'ajoute au très élevé montant qui reste des annualités précédentes, ce qui semble un déséquilibre significatif qui réclame des grands efforts de correction.

Quel est le degré d'exécution du Programme ?

Les niveaux d'exécution atteints dans la période 2000-2004 en relation avec les niveaux initialement programmés (1.326.297.695 euros) se situent dans le 73'30% (972.168.906 euros). Cette situation est considérablement meilleure à la présentée dans l'évaluation à mi-parcours (54%). En conséquence, les ressources mobilisées s'adaptent mieux aux compromis programmés, s'approchant au point optimal de mobilisation de ressources de la période 2000-2004. Concernant les compromis pris en charge, le degré d'exécution est plus grand, quoique avec certaines inégalités d'insuffisance (un montant compromis trop petit en relation avec le montant programmé, comme par exemple dans les mesures 2.52, 2.7, 4.3 et 5.9).

L'archétype de mesure avec élevée efficacité financière est cofinancé par le FSE (93% à la place du 90% du FEOGA et du 69% du FEDER), est géré par le gouvernement de La Murcie

(96% à la place de 46% de l'administration centrale) et destinée à les Politiques actives d'Emploi ou à la promotion de la Société de la Connaissance.

Généralement, l'analyse de l'exécution par axes et, dans certains cas de mesures, est adéquat, présentant une probabilité assez haute d'atteindre les objectifs prévus, tant par son efficacité financière comme physique, même dans les cas dans lesquels ils ont adopté une nouvelle dotation de fonds.

Les principaux problèmes d'exécution continuent à se concentrer dans les mesures 3.1, 6.3, 3.2 et 3.6. Ces quatre mesures doivent encore exécuter (restant pendant d'exécution 2000-2004 plus le programmé pour 2005-2006) plus de 563 millions d'euros (30% du total programmé du POI et le 60% des ressources pendantes d'exécution). Dans chaque une des quatre mesures son restant pendant d'exécution est trois-quarts de son total programmé. La probabilité d'atteindre les perspectives financières reste faible analytiquement, quoiqu'il est encore possible selon le compromis adopté par le Ministère d'Environnement et l'ADIF, qui semblent avoir adopté mesures de nature financière et de capacité de gestion.

À partir de l'analyse de l'efficience, les coûts unitaires permettent présager le dépassement des objectifs dans certaines mesures du programme, à cause des faibles coût par réalisation et/ou résultat. Dans ce groupe on peut trouver les actuaciones destinées au renforcement de la société de l'information, celles en relation avec le développement rural et certaines actuaciones dans le cadre de l'amélioration de la capacitation des ressources humaines comme sont, par exemple, le nombre de places universitaires créées ou l'insertion du collectif des jeunes.

D'un autre coté, l'analyse du coût unitaire des autres actuaciones comme les mesures dédiées à la promotion de l'emploi par l'inversion dans les entreprises, ou à la inversion induite dans les industries agroalimentaires, obtient des résultats inférieures aux prévus. De ce fait, pour atteindre les objectifs prévus il sera nécessaire dans le premier cas, améliorer le processus de sélection de projets et augmenter les mesures d'appui au maintien des entreprises et au deuxième octroyer des aides à un plus grand nombre d'entreprises des prévues, ayant une tendance à la baisse de l'intensité de l'aide.

Quel est le degré d'incidence des dépenses dans le territoire ?

Le degré de dispersion territoriale est assez élevé dans le cas de la subvention Globale, les aides à la transformation agroalimentaire et les infrastructures environnementales. Ceci est un aspect très positif d'un point de vue basé sur la cohésion territoriale et l'impulse au développement économique.

En termes d'aide par habitant, la plus grande intensité d'aide se trouve en municipalités de petites dimensions. Il est pourtant possible d'apprécier de façon générale que certaines politiques de demande et services basiques cherchent plus souvent satisfaire les principes d'équité territoriale que chercher la seule productivité économique, de façon cohérente avec les principes de cohésion. Dans les municipalités de développement préfèrent, la dépense par individu est un 22% supérieure à la moyenne, ce qui mérite une valorisation très positive, très spécialement en considérant les difficultés d'inversion dans ce type de villes.

Quelle est la perspective d'accomplissement des objectifs du programme?

L'analyse de la probabilité de réalisation des objectifs du programme n'est qu'une orientation qui ne prétend pas être une prédiction formelle. Pour cette raison on a pris en considération le coût unitaire réel des indicateurs qui restent fiables et là où il reste encore budget à exécuter.

Sous ces indications préliminaires, il est possible prédire que la probabilité d'atteindre les objectifs financiers reste haute dans les axes 1, 2, 3, 4, 5, 7 et 9, quoique les perspectives soient modérées dans les axes 3 et 6 (dans ce cas, dans la mesure de chemins de fer).

Les mêmes considérations naissent de l'analyse de l'efficacité physique atteinte pendant la période de programmation actuelle. Ceci est produit de le faible rythme d'exécution du programme et non à un problème grave de sélection de projets et de son très haut coût unitaire par réalisation et/ou résultat.

	Capacité d'absorption financière	Efficacité Physique	Efficience	Probabilité d'atteindre les objectifs	Valeur Ajoutée Communautaire
Axe 1	Haute	Haute	Haute	Haute	Haute
Axe 2	Haute	Haute	Haute	Haute	Haute
Axe 3	Modérée	Modérée	Non évaluable	Modérée	Haute
Axe 4	Haute	Haute	Modérée	Haute	Haute
Axe 5	Haute	Haute	Modérée	Haute	Non évaluable
Axe 6	Haute	Modérée	Haute (6.1)	Haute	Haute
Axe 7	Haute	Haute	Haute	Haute	Haute
Axe 9	Haute	Haute	Haute	Haute	Haute

Quels sont les principaux achèvements et l'impact du Programme jusqu'à présent ?

En première place, il faut souligner que les Fonds Structurels cherchent à produire des effets dans une ample portée de niveaux, du niveau global au local. Bien que le conjoint des impacts ne sera pas mesuré jusqu'à la fin de la période de programmation, certains impacts peuvent déjà être repérés.

Les impacts qui présentent un plus grand intérêt selon le document n°9 de la Commission Européenne sont ceux qui s'indiquent dans la suivante table :

Document N°9	AEI	Valeur
Création Nette et Brute d'Emploi	Emplois créés	25.631
	Emplois maintenus	57.946
Taux d'insertion des personnes formées	Insertion six mois après la formation professionnelle	± 50%,
Augmentation du flux de trafic	Augmentation du trafic total des voies	15.550 eh/jour
Augmentation de la qualité environnementale	Augmentation de la capacité de dépuración d'eau	11.230.000 m³/an
	Augmentation des Eaux résiduelles traités	8.424.500 m3/an

Le POI de La Murcie a une très prononcé tendance vers la construction et l'amélioration des infrastructures existantes dans la région, ce qui fait prévoir les meilleures achèvements dans ces affaires.

En général, la région a amélioré sa position en comparaison avec le reste de l'Espagne, ayant avancé clairement dans beaucoup des indicateurs analysés. Dans ce sens-ci, le programme a renforcé la dotation d'infrastructure de communication avec la construction de 31 Kms de

nouvelles autoroutes et routes, de même que l'amélioration de la sécurité de 73 Kms de voies. En plus, étant les voies rurales de vitale importance pour la région, le programme a construit et amélioré 584 Kms de ces voies. Ces améliorations de la communication terrestre ont généré un incrément de 15.550 véhicules par jour.

Dans le cas des infrastructures environnementales, la capacité de dépuración des eaux a monté de 11,23 millions de mètres cubiques (principalement traitement tertiaire) ce qui produira comme résultat une augmentation des eaux résiduelles traités de 8.424.500 m³ et l'emplacement de 3.433 conteneurs thématiques.

Ces achèvements se traduisent en un très bonne position comparative de la région en infrastructures variées et un avancement très important dans le volume d'eau traité ; par contre cet avancement ne s'est pas traduit en une réduction des distances dans le reste d'infrastructures (chemins de fer, santé et tourisme).

Concernant le tissu des entreprises situées dans la Région de La Murcie, 11.883 entreprises ont reçu des aides, plus du 88% des lesquelles sont de petites et moyennes compagnies. Ces compagnies ont bénéficié des politiques de promotion économique et aussi de la formation permanente visée pour les travailleurs. L'incrément de la productivité des petites moyennes entreprises se traduit aussi dans un investissement privé induit qui monte à 287.848.032 euros.

De ce fait, et résultat des actuaciones cofinancés, le POI a donné profit a une moyenne de presque 4 compagnies par jour et à générer un investissement privée induit de 49.164 euros par entreprise et actuation.

Il est faut aussi mentionner l'augmentation de l'investissement induit en entreprises collaboratrices de projets de société de la connaissance (innovation, recherche et développement, société de l'information), passant de 12.237.725 à 29.445.090 euros, ce qui fait de ces projets un élément clé dans le développement futur des régions de l'Union.

La Région de La Murcie était placée au début de la période dans un considérable retard regardant le développement existant de la Société de L'information et son inversion en recherche et développement. Le POI de la Région de Murcie 2000-2006, est focalisé sur la promotion de ces aspects en s'emparant d'une forte croissance du nombre d'entreprises avec une spécialisation technologique et d'une grande augmentation du nombre de familles avec Internet à la maison.

Le nombre d'élèves qui reçoivent une formation en cours spécifiques de la Société de l'Information et les correspondants à la formation agroalimentaire est de 3.494. En plus, il est aussi important souligner la croissance du nombre d'utilisateurs des réseaux de l'administration régionale, forte de 9.877 personnes et résultat des actuaciones pour l'incorporation de réseaux et services avancées de télécommunication, et surtout, l'extension des cours de libre accès dans plusieurs municipalités de la Région. Ces cours ont obtenu un succès notable comme plan d'initiation, développement et utilisation des nouveaux outils d'information pour faciliter tout un groupe d'activités dirigées aux citoyens des différentes municipalités.

Finalement, il faut aussi mentionner la notable implication du personnel dans les projets de recherche et développement cofinancés par le POI. Un 17,79% des investigateurs de recherche et développement de la Région de Murcie correspondent avec les bénéficiaires de bourses et les investigateurs impliquées dans les projets cofinancés.

D'un autre côté, le développement rural a toujours été une des priorités des actions du Programme. Quoique les principales actions sont toujours produites des mesures du FEOGA – O, ces actions sont renforcées par les Programmes Plurirégionaux, l'Initiative Communautaire LEADER + et certaines mesures du FEDER et du FSE qui s'appliquent dans les zones rurales.

Comme résultat de tout ça, 202 entreprises agroalimentaires ont été bénéficiaires, 256 Km de voies forestières ont été améliorés, une superficie de 71.531 Ha. a été protégée, 584 Kms de voies rurales ont été améliorées et 52 projets de commercialisation de produits agricoles de qualité ont été organisés.

Généralement, la transformation et commercialisation des produits agricoles est maintenant meilleure qu'auparavant comme conséquence des projets réalisés, en produisant en plus de progrès considérables en matière de sécurité alimentaire et en s'adaptant aux standards de qualité plus élevés. Il faut néanmoins constater, que la protection de l'environnement, dans les processus de transformation et conservation alimentaire, n'a pas constitué un fin *per se* dans les interventions du POI. Cependant, il serait nécessaire d'orienter les aides vers des actions plus centrées en réduire la pression que le système productif génère sur les ressources naturelles.

D'un autre côté, on continue à développer actions de sylviculture et de conservation du paysage qui ont contribué à la protection et amélioration de l'environnement. Ces actions ont eu un clair effet positif sur le développement rural en obtenant une diminution de l'importance des incendies forestiers de la région, au même temps qu'une amélioration de la qualité écologique des masses forestières qui freinent l'effet de la désertification.

Dans le domaine des ressources humaines, le développement des politiques actives d'emploi, pendant la période 2000-2004, a déterminé, d'abord, un clair impact de la situation actuelle des ressources humaines dans La Murcie, région avec de clairs déficits dans ce domaine qui furent déjà constatés pendant l'Évaluation à mi-parcours antérieure. Le cible claire dans le POI de La Murcie d'un objectif final visant à favoriser la création d'emploi, l'employabilité de la force de travail et l'égalité d'opportunités, contemplait déjà les nécessités qui avaient été détectées à partir de l'analyse du contexte des ressources humaines en Murcie.

Cependant, la mise en marche du Programme permet atteindre ces objectifs, ce qui fut possible en grande partie à le cofinancement du FSE. La contribution du Programme au marché de travail de la région reste modérée, quoiqu'il reste assez important dans les domaines de la formation et la qualification : 160.000 élèves ont été atteints. L'incidence de la Formation Professionnelle est du 20% (avec un taux d'insertion proche au 100%), la Formation Professionnelle à des fins d'emploi est du 7% (avec un taux d'insertion général du 50%), et l'éducation permanente du 2% (avec un taux de stabilité du 72%). Dans tous ces domaines, le POI complète ses résultats avec quatre Programmes Plurirégionaux du FSE (qui représentent presque le 60% du coût du Fonds en la région) et très spécialement avec les plurirégionaux dirigés par l'INEM. La valeur ajoutée communautaire est, pourtant, significativement supérieure à la valeur ajoutée représentée seulement par le POI.

En plus, le déficit formatif et de qualification des ressources humaines dans la région a été assisté de façon généralisée par les actions de formation développées, très spécialement celles d'éducation permanente et éducation réglée. Tout de même, les collectifs qui demandaient une majeure nécessité de formation comme les jeunes, les femmes et les collectifs sous risque d'exclusion, ont encore plus de demandes formatives, conformément au développement productif que la région expérimente.

Les principaux résultats, manifestent que la participation des femmes dans les mesures cofinancés par le FSE est très positive, étant le taux de participation féminin dans le 55%, et en existant de nombreuses avantages dérivées du fait d'être femme et pouvoir participer dans les actions.

Il est cependant logique, que la dite participation soit considéré insuffisante dû à son bas taux d'emploi, l'élévé niveaux de chômage féminin dans la région et les difficultés dérivées de l'existence d'un élevé niveau de dépendance du collectif féminin. Cette réalité crée des nouvelles nécessités, et demande d'un conjoint de mesures d'accompagnement et conciliation de la vie familiale et le travail, plus varié qu'auparavant et nécessaire pour modeler la prochaine période de programmation.

Quel est la contribution faite à la Stratégie de Lisbonne et Gotemburg et à la Stratégie Européenne pour l'Emploi ?

L'année 2000 supposa une nouvelle postulation des objectifs stratégiques et de développement postulés par l'Union Européenne. La Stratégie de Lisbonne cherchait renforcer l'emploi, promouvoir la croissance économique et renforcer la cohésion sociale comme parte d'une économie basée sur la connaissance. Le Conseil Européen de Gotemburg, dans l'année 2001, postulé comme un appendice du précédent, décida que la Stratégie de l'Union Européenne pour un développement soutenable devait compléter la stratégie de Lisbonne et être basée en ce compromis politique.

Les approches que la Stratégie de Lisbonne et Gotemburg postulaient comme situations structurelles à changer, s'adaptaient pleinement à la Région de Murcie. Cependant, étant donné que le modèle du POI s'avait développé avant et avec d'autres critères différents aux critères du dit sommet de Lisbonne, l'implémentation des actuations dans lesquelles se centrait le POI cherchaient le développement de la région sans postuler le changement de modèle économique que les stratégies de Lisbonne et Gotemburg (SLG) avaient déjà dessinés. («La transition à une économie digitale, basée sur la connaissance, fruit des nouveaux biens et services, sera un moteur important pour la croissance, la compétitivité et l'emploi. En plus, l'économie sera capable d'améliorer la qualité de vie de citoyens et l'environnement»).

Cependant, et du au nécessaire impulse que le POI supposait déjà pour la région, de nombreuses actuations encadrés dans l'approche d'actuation dessinés pour la Stratégie de Lisbonne on été mises au point. Étant donné que cette stratégie a été récemment reformulée, l'analyse de ces actuations et son possible incidence dans le désarroi de la SLG en Murcie seront évalués sur la base de la portée d'actuation que la révision a prévu.

L'élément clé de cette nouvelle stratégie de développement est la promotion de la société de l'information et l'investissement en recherche et développement, tout comme son applicabilité aux secteurs productifs, l'administration et la population en général.

Dans ce sens, le Programme Opératif Intégré a supposé un impulse notable pour la région, tel comme indiqué dans l'analyse des champs d'actuation. La CARM partait d'une situation initiale très retardée en relation au développement de ce type d'activités, en grande partie motivé par les bais investissements en recherche et développement. Des infrastructures de support à l'innovation, principalement des centres technologiques sectoriels on été créés. Egalement, les actuations d'augmentation et amélioration des investissements en recherche et développement; dans la diffusion de la connaissance des universités, et le développement de la connaissance comme «facteur de croissance et augmentation de la productivité» peuvent être considérés

comme importantes. Cependant, un certain manque de transfert de l'innovation technologique a été repéré.

Le POI a eu aussi une notable incidence dans l'augmentation de la croissance et l'emploi, en renforçant l'attrait de la région comme une place d'investissement et travail. Malgré cela, futurs investissements devraient être centrés dans ces aspects qui permettent tirer profit des avantages de La Murcie, en minimisant les faiblesses.

Un autre aspect important pour le développement de la région de Murcie, est l'internationalisation de ses entreprises. Le POI a participé dans cette croissante expansion en promouvant des missions directes et/ou inverses, séminaires, rencontres et autres événements pareils, ayant comme cible l'ouverture d'un nouveaux marché ou la création et commercialisation d'un nouveau produit. Des nouveaux services de conseil technique et autres similaires que l'administration doit continuer à promouvoir, ont été offerts comme service additionnel.

Pour tout ça, le processus de déprogrammation entamé récemment contre cette mesure n'est point positif. Ce serait pourtant très important pour la région, continuer à investir sur ces mesures, même sans aide européenne.

D'un point de vue de l'emploi, de la Stratégie Européenne pour l'Emploi, les trois fonds structurels du Programme affectent à 8 de 10 directrices que la stratégie propose.

Comme résultat, les politiques développées ont créé dans région 25.631 emplois, desquels le 57% ont son origine en la politique de formation, le 25% en les politiques de promotion, et le 18% restante aux inversions en infrastructures. En plus, le programme a amélioré ou maintenu dans le poste de travail à 57.946 personnes, grâce à les politiques de promotion dans le 73% des cas et grâce à la formation continue dans le reste (27%).

Ces données permettent affirmer que l'incidence sur l'emploi net créé entre 1999 et 2004 est du 31% et sur l'emploi maintenu.

Cependant, en vue de les objectifs postulés par la SLG face à l'année 2010, aucun des objectifs postulés ne serait atteint. Dans ce cadre, les difficultés de Murcie pour satisfaire les objectifs en relation avec la recherche et le développement et le taux d'emploi des personnes au-dessus de 55 ans, paraissent assez préoccupantes.

Quelles sont les orientations qui devront guider la future stratégie de Développement de la Région ?

En présence des changements en marche et face au futur, il faudrait souligner que les régions espagnoles devront affronter la nécessité d'attaquer un changement de mentalité, en passant de l'intérêt préfèrent pour l'absorption de ressources de l'Union Européenne à la préoccupation par l'exploration et l'exploitation des opportunités que la nouvelle Union Européenne post-2005 propose.

Il faut aussi souligner qu'une correcte définition de l'analyse SWOT est essentielle pour la définition et la pondération des points critiques du système régional, et par la suite, pour l'assignation des ressources financiers. C'est à partir de l'examen des conclusions et recommandations des différentes évaluations et le reste des documents, certains modifications préliminaires du SWOT ont été réalisés.

FAIBLESSES	FORCES
D.1. Pauvres ressources hydriques pour les nécessités de consommation et production de la région.	F.1. Existence d'un climat économique, social et politique adéquat pour le développement intégral de la région.
D.2. Détérioration de l'environnement naturel de la région à cause de la forte et croissante pression sur les ressources naturels. Sérieux problèmes de traitement de résidus et contamination des eaux de la rivière Segura.	F.2. Notable dynamique démographique et élevée proportion de population jeune.
D.3. Persistance des problèmes de accessibilité extérieure dans les chemins de fer et communication aérienne.	F.3. Tissu d'entreprises flexible et orientée vers activités endogènes dans lesquelles la région possède d'avantages comparatives
D.4. Grande nombre de petites et moyennes entreprises qui limite la possibilité d'affronter des projets de recherche et développement et l'accès aux marchés.	F.4. Progressive consolidation d'un vigoureux tissu productif entre les activités touristiques, agroalimentaires, commerciales et logistiques.
D.5. Bais niveau de qualification des ressources humaines, notamment dans la population jeune.	F.5. Croissant degré de modernité et apparitions d'innovations techniques et de gestion, très notamment dans le champ de l'agriculture intensive et l'industrie agroalimentaire.
D.6 Dérèglement entre l'offre de formation et les demandes du tissu productif et manques en matière d'éducation permanente et formation occupationnelle à des fins d'emploi.	F.6. Existence de amples territoires avec un élevé potentiel de développement touristique.
D.7. Baisse participation des femmes et des personnes au-dessus de 55 ans dans le marché de travail.	F.7. Favorable combinaison de conditions naturelles pour le développement du secteur agroalimentaire, le tourisme de qualité et les énergies renouvelables.
D.8. Baisse pénétration de la société de l'information dans l'activité des entreprises et, en général, dans la vie quotidienne de la population	F.8. Compétitivité international dans certains produits de la Région de Murcie.
D.9 Persistance de la faiblesse relative de la région en infrastructures d'investigation et développement technologique.	
D.10. Baisse productivité du système économique régional.	
D.11. Existence des problèmes d'insertion sociale dans certains collectives.	
D.12. Déséquilibres territoriales très fortes.	
MÉNASSES	OPPORTUNITÉS
A.1. Compétence croissante des autres pays méditerranéens dans l'agriculture intensive.	O.1. Insertion de la région dans un des plus grand axes de développement économique (Arc Méditerranéen).
A.2. Prolifération de nouveaux destins touristiques dans le sud de la Méditerranée, faisant croître la compétence pour l'attraction des flous touristiques.	O.2. Meilleures conditions d'entrée dans les marchés des secteurs touristiques et agroalimentaires comme conséquence de l'ampliation de l'Union européenne.
A.3. Croissante compétence d'autres pays dans secteurs intensifs en main d'œuvre comme conséquence de l'ampliation de l'Union Européenne et le processus de globalisation.	O.3. Croissante demande nationale et internationale pour de produits agricoles de meilleure qualité.
A.4. Intenses flous d'immigration de personnes avec faible formation et difficultés d'intégration.	O.4. Déplacement de la demande touristique vers des produits et services alternatifs de meilleure qualité a ceux que la Région de Murcie offre normalement.
A.5 Perte de l'importance relative du port de Cartagena-Escobrerias dans l'axe Méditerranéen espagnol.	

La combinaison entre les nouvelles orientations communautaires (SLG) et la moins forte participation de Murcie dans le Fonds Structurels, exprime la nécessité de concentrer les dépenses dans les politiques plus efficaces (tirer parti de l'expérience passée) pour améliorer la compétitivité de la région et son développement ainsi comme son développement soutenable.

C'est ainsi comme quatre lignes qui cherchent devenir points de repère constants dans la formulation et exécution du prochain programme intégral de développement régional on été proposées:

- Concentrer la dépense des grandes politiques d'investissement publique productive et d'emploi dans le service d'attention des nécessités spécifiques des complexes d'activité régional avec potentiel contrasté pour générer croissance et emploi.

- ▣ Recentrer les politiques de promotion de l'activité économique privée vers l'internalisation et l'incorporation de l'innovation vers un modèle d'assistance basée dans les services et l'attention personnalisée.
- ▣ Entamer les problèmes de la désertification et le dépeuplement, en partant d'une perspective intégrale (pas seulement agricole) permettant la génération d'activités compatibles avec le développement soutenable qui soient attractives pour la population.
- ▣ S'heurter dans la conciliation de la vie familiale et la vie professionnelle comme un élément essentiel pour la création d'emploi et un degré de cohésion sociale plus élevée.

Sur ce base, le modèle proposé pour l'élaboration d'un nouveau programme intégral de développement régional, ayant comme objectif une plus grande cohésion économique et sociale, s'articule en quatre objectifs stratégiques et dix-huit objectifs intermédiaires:

OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJETIVOS INTERMEDIARIAS
OBJECTIF STRATEGIQUE 1. <i>Croissance et emploi dans les conglomérats productifs de la région</i>	<i>OI.1.1 Améliorer le transport et les communications (FEDER)</i>
	<i>OI.1.2. Augmenter la croissance de l'investissement dans les entreprises (FEDER)</i>
	<i>OI.1.3. Faciliter la création d'emploi de qualité (FSE)</i>
	<i>OI.1.4. Intensifier les actions de formation qui achèvent une économie et une société basée dans la connaissance. (FSE)</i>
OBJECTIF STRATEGIQUE 2. <i>Croissance de la compétitivité et productivité de l'économie murcienne.</i>	<i>OI.2.1. Améliorer les structures de soutien de la recherche et le développement (FEDER)</i>
	<i>OI.2.2. Impulser aux projets de recherche et développement et au renforcement des partenariats public-privés de recherche (FEDER + FSE)</i>
	<i>OI.2.3. Soutien de la Société de l'information dans les entreprises, administration publique et personnes privées (FEDER + FSE)</i>
	<i>OI.2.4. Développement d'une offre diverse en services d'appui à les entreprises aidant à l'incorporation de l'innovation dans son activité (FEDER+FSE + FEADER)</i>
	<i>OI.2.5. Développement d'une offre variée de services d'appui à les entreprises aidant le développement de l'internationalisation de manière soutenable (FEDER + FSE + FEADER)</i>
OBJECTIF STRATEGIQUE 3. <i>Environnement et territoire soutenables dans la région de Murcie</i>	<i>OI.3.1. Traitement et dépollution de résidus (FEDER)</i>
	<i>OI.3.2. Amélioration de l'efficacité dans l'usage de l'eau (FEDER + FEADER)</i>
	<i>OI.3.3. Création de réserves d'eau suffisantes (FEDER)</i>
	<i>OI.3.4. Promotion de la génération et utilisation de sources d'énergie alternatives et moins contaminantes (FEDER + FEADER)</i>
	<i>OI.3.5. Amélioration et usage soutenable de la diversité biologique (FEDER + FEADER)</i>
OBJECTIF STRATEGIQUE 4. <i>Cohésion sociale</i>	<i>OI.4.1. Amélioration des taux d'emploi des femmes et les personnes d'âge au-dessus de 55 ans (FSE)</i>
	<i>OI.4.2. Amélioration de la situation des personnes avec désavantage ou difficultés sociales, principalement en ce qui concerne son incorporation au marché de travail avec une spéciale attention aux immigrantes, gitanes et autres minorités, aussi tant que aux personnes handicapées, principalement en ce qui concerne son intégration dans la société et la prévention de l'échec scolaire. (FEDER + FSE)</i>
	<i>OI.4.3. Augmentation des infrastructures et équipement sociales, sanitaires et éducatives en contribuant à la conciliation de la vie familiale et professionnelle, et à l'intégration sociale des immigrantes et des autres minorités, aussi tant qu'à la prévention de l'échec scolaire (FEDER + FSE)</i>